

Deux ans après, le Royaume-Uni rongé par le Brexit

Déchiré par sa décision de sortir de l'Union européenne, le pays vit suspendu à sa future relation au continent

LONDRES - correspondant

ex-patron de l'OMC

Vu de l'étranger, le spectacle est déjà étonnant : deux ans après que 51,9 % des Britanniques ont voté pour sortir de l'Union européenne (UE), le 23 juin 2016, le gouvernement britannique, radicalement divisé, ne s'est toujours pas mis d'accord sur le type de relations qu'il souhaite dans l'avenir avec le continent et l'Irlande. Quel type de frontières ? Quel genre de coopération ?

Alors que le Brexit doit formellement intervenir le 29 mar 2019, les réponses tardent. Comme si le pays découvrait le caractère quasi indéfectible des liens qu'il a tissés avec le continent depuis son adhésion au Marché commun voici quarante-cinq ans — « le Brexit se révèle aussi compliqué que de retirer un œuf d'une omelette », résume Pascal Lamy, ancien patron de l'Organisation mondiale du commerce. Comme si le Royaume-Uni ne s'était pas résolu à assumer les conséquences de son propre choix et continuait à marchandier le maintien des avantages de l'UE. La première ministre conservatrice, Theresa May, qui ne dispose que d'une majorité incertaine à Westminster, n'a cessé de repousser l'heure de décisions qui risquent de faire éclater son gouvernement et d'entraîner sa chute.

Bestiole insatiable

Vu de Londres, le spectacle paraît surréaliste. Le monde est en pleine turbulence. Mais « où est la Grande-Bretagne ? », interroge Andrew Rawnsley, chroniqueur à l'Observer. Réponse : « Elle est très occupée à regarder le feu qui a pris au fond de son nombril. » De fait, tout dans le pays semble suspendu, phagocyté par une bestiole insatiable : le Brexit ; chaque pan de la vie politique, économique et sociale britannique étant lié au continent, le divorce

« Le Brexit se révèle aussi compliqué que de retirer un œuf d'une omelette »

PASCAL LAMY

ébranlé tout et tourne à l'obsession. « Le Brexit absorbe toute l'énergie du débat intellectuel et politique, mais aussi de l'administration. Il retarde les réformes dont ce pays a besoin désespérément. Précisément celles qui répondraient au mécontentement à l'origine des résultats du référendum », affirme Robert Peston, journaliste vedette de la télévision et auteur d'un livre tourmenté sur le Brexit au titre explicite, *WTF* (Hodder and Stoughton éd., 2017), abréviation de « What the fuck » (« C'est quoi ce bordel ? »).

L'emploi, dépendant des chaînes de sous-traitance avec le continent ? C'est le Brexit. La sécurité, indissociable des systèmes d'échange d'informations ? Encore le Brexit. Les hôpitaux ou l'agriculture, menacés par la pénurie de main-d'œuvre européenne ? Toujours le Brexit. L'avenir de la City, suspendu aux futures règles de transactions avec l'UE ? Brexit évidemment. Tout comme les prix de l'immobilier, le cours de la livre sterling ou le taux d'inflation, qui fluctuent au gré des négociations avec Bruxelles.

Pénurie de logements, bas salaires, montée des inégalités... Le traitement des maux de la société britannique semble remis à plus tard, lorsque le pays sera sorti de l'enfer législatif et politique où le Brexit l'a plongé. Selon un décompte réalisé par le Times, le nombre de textes votés aux Communes depuis les législatives anticipées de 2017 est d'un tiers plus réduit que pendant la période comparable des précédentes législatives. « Le gouvernement risque d'entasser les problèmes en raison des heures de débats sur les textes du Brexit » qui doivent impérativement être adoptés avant mars 2019, constate le quotidien conservateur. La guérilla d'amendements que livrent non seulement l'opposition mais les députés tories « rebelles » retarde le travail parlementaire.

Ainsi, la titanesque « loi sur le retrait de l'UE » a occupé le Parlement pendant un an pour un résultat assez mince, puisqu'il s'agissait de transcrire dans le droit britannique l'ensemble des textes européens.

Son adoption définitive, le

20 juin, a donné lieu à un psychodrame à propos d'un amendement destiné à donner aux députés un droit de veto sur l'accord final avec l'UE. Juste avant le vote sur ce texte qu'il avait lui-même proposé, le député « rebelle » Dominic Grieve a annoncé qu'il ne voterait pas de peur de provoquer la chute de Theresa May. Le paradoxe est qu'une majorité existe au Parlement en faveur d'une version douce du Brexit, mais que, éclatée entre les deux principaux partis, elle n'émerge pas. « Le Brexit sème la discorde dans le pays comme aucun autre sujet ne l'a fait depuis 1945 », affirme Nicky Morgan, députée

conservatrice pro-européenne. *D'un côté les chauds partisans du maintien dans l'Europe, de l'autre les brexiters convaincus, et au milieu, le grand marais des gens qui disent "maintenant que c'est fait, tirons en le maximum".*

Le pays reste coupé en deux, confirment les sondages qui ne reflètent pas de renversement net de l'opinion même si, depuis septembre 2017, une légère majorité de Britanniques (51 % contre 49 % selon l'enquête YouGov du 19 juin) estiment que le Brexit était une erreur. Plus de 60 % pensent que le gouvernement gère mal les négociations.

Chaque initiative gouvernementale pâtit de la faiblesse d'une Theresa May sans cesse défiée par certains de ses ministres, réduite à courir d'un incendie à l'autre, soulevant la colère des pro-euro-

« Le Brexit sème la discorde dans le pays comme aucun autre sujet depuis 1945 »

NICKY MORGAN

députée conservatrice pro-européenne

péens lorsqu'elle tente d'apaiser les brexiters, et inversement. Début juin, son ministre des affaires étrangères, Boris Johnson, a mis en cause ses talents de négociatrice. « Imaginez Trump faisant le Brexit, a-t-il déclaré. Tout le monde penserait qu'il est fou, mais on arriverait à quelque chose. »

« Un état de crise perpétuelle »

Depuis deux ans, le pays vit ainsi au rythme des rumeurs de trahison et des démissions, des promesses radieuses succédant aux prévisions cataclysmiques, des dates butoir irrévocables suivies de dérobades. « Je ne me souviens pas d'un gouvernement ayant vécu dans un tel état de crise perpétuelle », dit encore Robert Peston.

Tandis que Boris Johnson promet de renflouer le Service national de santé (NHS) grâce aux « dividendes du Brexit » (la fin de la contribution britannique à l'UE), le ministre des finances Philip Hammond reconnaît que seule une hausse d'impôts permettra d'y parvenir. Signe des temps, la formation restreinte du gouvernement consacrée au Brexit s'appelle « cabinet de guerre sur le Brexit » (« Brexit war cabinet »).

Les conflits ne se limitent pas à du vaudeville politique. « Mon parti est pris en otage par des

idéologues du hard Brexit », relève Anna Soubry, députée conservatrice qui fait l'objet de menaces de mort pour ses positions ouvertement anti-Brexit et vit sous protection policière. Quelle synthèse possible entre cette élue dont les fortes convictions s'enracinent dans les récits des bombardements de Sheffield transmis par ses parents, et Jacob Rees-Mogg, l'aristocrate ultralibéral nostalgique de Waterloo, qui rêve d'une Grande-Bretagne « reprenant la haute mer pour se tourner vers le monde entier plutôt que sur la petite Europe ».

Mené en vase clos, sans grand souci du point de vue des continentaux, le débat sur le Brexit aboutit à des incongruités. Responsables politiques et médias argumentent des semaines durant sur des « solutions » pour la frontière irlandaise déjà rejetées par Bruxelles.

Deux ans après le « oui » au Brexit, le paysage britannique prend des airs de *reality show* dont les acteurs seraient enfermés sur une île pour débattre entre eux de leur futur rapport au reste du monde. Pour eux comme pour le continent, le réveil risque d'être douloureux quand se jouera le dernier épisode. ■

PHILIPPE BERNARD

L'Irlande s'impatiente

Dublin s'inquiète de l'incapacité de Londres à apporter des solutions à l'épineuse question de leur frontière commune. « Nous avons réclamé et espéré des progrès importants en juin. Le gouvernement britannique en a été incapable, c'est frustrant pour tout le monde », a regretté, jeudi 21 juin, le ministre irlandais des affaires étrangères, Simon Coveney. Un point d'achoppement est la solution dite de « backstop » qui maintiendrait par défaut l'Irlande du Nord britannique au sein de l'union douanière et du marché unique si Londres et Bruxelles ne parviennent pas à un accord sur leur future relation. Londres l'accepterait, mais seulement jusqu'en 2021, tandis que le premier ministre irlandais, Leo Varadkar, refuse que ce mécanisme ait une date de péremption.